

La commémoration du putsch d'Alger illicite

POLÉMIQUE Le préfet déclare illicite le rassemblement prévu ce matin pour les cinquante ans du putsch d'Alger. Les organisateurs maintiennent leur commémoration

Il pourrait y avoir du rififi ce matin autour du jardin Alsace-Lorraine. André Loré veut déposer une gerbe au pied du monument érigé en hommage aux « martyrs de l'Algérie française ». Une façon, pour ce rapatrié qui préside un « comité d'action patriotique », de commémorer le cinquantième anniversaire du putsch d'Alger.

Problème : le préfet vient d'interdire ce rassemblement. Lequel n'a pas été déclaré dans les délais réglementaires. « À deux heures près ! », tempête André Loré. « J'aurais dû déposer le dossier mercredi avant 11 h du matin, je l'ai fait vers 13 h. La ville de Nice m'avait donné son accord le 6 avril dernier ⁽¹⁾, pour moi c'était OK. »

Le septuagénaire n'a pas l'intention de rendre les armes : « J'y serai et il y

Modeste



Communistes, altermondialistes et associatifs se sont rassemblés hier pour s'insurger contre la commémoration.

(Photo F. Lec)

aura du monde. On peut toujours venir nous molester. Ce ne sera pas bien difficile, nous avons tous entre 70 et 85 ans. Et puis, on a l'habitude. La police

nous matraquait déjà dans les rues d'Alger... »

Contre-manifestation

Hier, des opposants à cette commémoration se

sont regroupés devant la stèle. Avec ce slogan en lettres noires sur une immense banderole : « Non à la réhabilitation de la colonisation et de l'OAS ».

Venus dénoncer « des amalgames inacceptables », élus et militants communistes, altermondialistes ou associatifs ont occupé le terrain en si-

lence pendant quelques minutes. « Pour marquer notre désapprobation face à cette tentative de révision de l'Histoire », a expliqué l'alternatif Bruno della Sudda. « Et pour que Nice ne soit pas demain la capitale des nostalgiques de l'OAS », ont ajouté Denise Vanel, de la Ligue des droits de l'Homme, et Cécile Dumas, du PCF.

Parmi les manifestants, Modeste Alcaraz, de l'Association nationale des pieds-noirs progressistes : « Notre but n'est pas d'effacer le passé. Mais prôner aujourd'hui la colonisation et l'Algérie française, c'est aller à l'encontre de l'Histoire. »

F. LEC

(1) Un courrier d'accord avait effectivement été adressé à André Loré mais, explique la mairie « par erreur et sans consultation du cabinet du maire ». Lequel, en date du 15 avril, en a ensuite envoyé un deuxième précisant qu'une suite favorable ne pouvait être donnée à cette demande.